Spedizione in abbonamento postale

Anno 99° — Numero 16

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Martedì, 21 gennaio 1958** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA-TEL. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA Abbonamento annuo L. 10.020 Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 Un fascicolo L. 50
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA Abbonamento annuo L. 10.020 Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 - Un fascicolo L. 50
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato — Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Tritone n. 61/A-61/B; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46/r e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Napoli e Firenze, possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1957

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 20 dicembre 1957, n. 1312.

Approvazione ed esecuzione dell'Accordo parziale sul fondo di ristabilimento del Consiglio d'Europa per i rifugiati nazionali e le eccedenze di popolazione in Europa, adottato a Strasburgo dal Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa il 16 aprile 1956.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato l'Accordo parziale sul fondo di ristabilimento del Consiglio d'Europa per i rifugiati nazionali e le eccedenze di popolazione in Europa, adottato a Strasburgo dal Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa il 16 aprile 1956.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore.

Art. 3.

All'onere di lire 1.150.000.000 derivante dall'applicazione della presente legge si provvederà a carico del fondo dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1957-58, destinato a sopperire agli oneri dipendenti da provvedimenti legislativi in corso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 20 dicembre 1957

GRONCHI

ZOLI — PELLA — MEDICI — GUI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

Résolution (56) 9) concernant l'adoption du Statut du Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe pour les réfugiés nationaux et les excédents de population en Europe.

Le Comité des Ministres,

Vu la Résolution (55) 34 du 13 décembre 1955 par laquelle la constitution d'un Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe a été décidée sur la base d'un accord partiel;

Vu les Résolutions (51) 29 du 3 mai 1951 et (51) 62 du 2 août 1951 concernant les accords partiels,

Décide d'adopter le Statut du Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe qui figure *en annexe* à la présente Résolution étant entendu:

a) que celle-ci n'est considérée comme adoptée que par les représentants qui ont voté en sa faveur (1) et que son application en est limitée en conséquence; et

b) que toutes dépenses supplémentaires engagées par le Conseil de l'Europe pour la rédaction dudit Statut et pour le fonctionnement du Fonds de Réétablissement seront exclusivement à la charge des Membres dont les représentants ont voté en faveur de la présente Résolution.

STATUT

DU FONDS DE RÉÉTABLISSEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Article I^er^

Constitution du Fonds

Il est institué un Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe (ci-après dénommé le « Fonds »).

Le Fonds est rattaché au Conseil de l'Europe et soumis comme tel à sa haute autorité.

Article II

Objectif

Le Fonds a pour objectif d'aider à résoudre les problèmes que l'existence d'excédents de population, y compris des réfugiés nationaux, pose ou peut poser aux pays européens par le financement, au moyen de prêts ou de garanties de prêts:

a) de programmes d'intégration, agréés par un Membre du Fonds, conformément à l'article VI du présent statut, visant à créer de nouvelles possibilités d'emploi en faveur de ces personnes;

b) de programmes de réétablissement, agréés par un Membre du Fonds, prévoyant l'octroi de prêts ou le règlement de dépenses en faveur de personnes résidant en Europe, désirant se réétablir dans un autre pays en Europe ou dans un pays hors d'Europe et s'engageant à rembourser le montant de ces prêts ou dépense à concurrence des sommes avancées par le Fonds.

Article III

Affiliation

Les gouvernements membres du Conseil de l'Europe peuvent devenir Membres du Fonds conformément aux dispositions de l'article IV, section 2 (*a*) (i). D'autres gouvernements admis à adhérer au Fonds peuvent en devenir Membres, dans des conditions spéciales que le Fonds peut édicter pour chaque cas, conformément aux dispositions de l'article IV, section 2 *a*) ii).

Article IV

Obligations des membres

Section 1. — *Titres de participation*

Le Fonds émet des titres de participation, libellés en une devise de compte, auxquels souscrivent les Membres. Chaque titre a la même valeur nominale. Les Membres se libèrent de leur souscription par des versements dans leur monnaie nationale au taux de change officiel en vigueur à la date de la souscription.

Section 2. — *Souscriptions*

a) Chaque Membre souscrit un nombre de titres de participation:

i) Le nombre des titres de participation mis à la disposition de chacun des Etats membres du Conseil de

---

(1) Les pays membres qui ont adopté la présente résolution sont les suivants: Belgique, France, Grèce, République Fédérale d'Allemagne, Islande, Italie, Luxembourg, Turquie.

l'Europe est fixé au tableau annexé au présent Statut. Chacun de ces Membres du Fonds souscrit autant de titres de participation qu'il désire sans toutefois que sa souscription initiale puisse être inférieure au quart du nombre des titres qui lui sont réservés.

ii) Le nombre des titres de participation des autres Membres adhérant au Fonds sera fixé en accord avec le Comité de direction du Fonds, conformément à l'article IX, paragraphe c) du présent Statut.

b) Chaque Membre verse aussitôt après son affiliation au moins vingt-cinq pour cent (25 %) du prix de souscription du nombre minimum de titres de participation auxquels il souscrit: le solde sera versé conformément à l'article IX, paragraphe c).

Section 3. — *Maintien de la valeur des souscriptions*

Si le pair de la monnaie d'un Etat membre est abaissé ou si le taux de change de la monnaie de l'Etat membre s'est déprécié dans une mesure importante, celui-ci versera au Fonds, dans un délai raisonnable, une somme supplémentaire de sa propre monnaie, suffisante pour maintenir à la même valeur qu'à l'époque de la souscription le montant souscrit par lui en titres de participation au Fonds.

Section 4. — *Limite des obligations*

Aucun membre ne se trouve engagé envers des tiers par une obligation assumée par le Fonds.

Article V

Concours financiers et opérations d'emprunt

En vue d'utilisations conformes à ses objectifs, le Fonds peut accepter des concours financiers. Il peut également emprunter des fonds.

Le Fonds est habilité à recevoir des versements destinés à des buts déterminés conformes aux objectifs du Fonds.

Article VI

Dispositions générales relatives aux prêts et aux garanties

Section 1. — *Types de prêts*

Le Fonds consent des prêts sous l'une des formes suivantes:

i) prêts aux gouvernements membres du Fonds;

ii) prêts garantis par un gouvernement membre du Fonds et consentis à toute personne morale agréée par ce Membre;

iii) prêts garantis par un gouvernement membre du Fonds et consentis à des émigrants par l'intermédiaire du Membre ou de toute personne morale agréée par ce Membre.

Section 2. — *Garanties*

Le Fonds peut consentir sa garantie pour les opérations découlant de la réalisation des objectifs prévus à l'article II à des conditions à déterminer pour chaque cas d'espèce.

Section 3. — *Obligations de l'emprunteur ou du garant*

a) Les engagements pris par les gouvernements membres du Fonds en ce qui concerne les prêts qui leur sont consentis au titre de la section 1 i) du présent article et les garanties fournies par les gouvernements membres du Fonds au titre de la section 1 ii) et iii) du présent article doivent, dans chaque cas, comporter la promesse inconditionnelle:

i) de rembourser dans un délai spécifié une somme spécifiée exprimée dans une devise spécifiée, et

ii) de payer, pour la somme spécifiée, un intérêt et une commission à un taux spécifié à échéances spécifiées à partir d'une date spécifiée.

b) Pour déterminer les monnaies dans lesquelles sont exprimées les obligations des gouvernements membres du Fonds en leur qualité d'emprunteurs ou de garants, le Fonds s'efforce de maintenir un rapport constant en valeur et en devises entre ses avoirs, y compris ses obligations, et les souscriptions versées par ses Membres, y compris tous versements effectués en vertu de l'article IV, section 3.

Section 4. — *Subrogation*

Dans les contrats de prêts garantis en vertu de la section 1 ii) et iii) du présent article, il sera prévu que le garant ayant satisfait à ses engagements envers le Fonds au titre de cette garantie, est subrogé au Fonds vis-à-vis de l'emprunteur ou des emprunteurs.

Section 5. — *Déclarations des Membres*

Le Fonds reçoit, à l'appui des demandes de prêts relatifs à des programmes de réétablissement ou d'intégration, une déclaration aux termes de laquelle le Membre intéressé:

i) agrée le programme;

ii) déclare estimer que le programme permettra le réétablissement ou l'intégration de personnes résidant sur son territoire européen;

iii) déclare estimer qu'il n'est pas possible d'obtenir d'une autre source à des conditions raisonnables les fonds nécessaires.

Section 6. — *Renseignements à fournir*

Le Conseil d'administration prévu à l'article X du présent Statut fixera la nature des renseignements et engagements que tout emprunteur est tenu de fournir à l'appui de sa demande.

Article VII

Investissements

Section 1. — *Investissements temporaires*

En attendant d'utiliser pour la première fois les fonds souscrits par un Etat, le Fonds peut les placer en bons du Trésor ou autres obligations issues de cet Etat et garanties par lui.

Dans les opérations d'investissement, le Conseil d'administration demandera l'avis d'experts en matière de placements.

Section 2. — *Accumulation et investissement des réserves*

Les réserves du Fonds provenant d'un excédent des recettes d'intérêts et de commissions pourront être cumulées et investies en tout ou partie dans les conditions qui seront fixées par le Conseil d'administration.

Article VIII

Organisation, administration et contrôle du Fonds

L'organisation, l'administration et le contrôle du Fonds sont assurés par les organes suivants:

— Le Comité de Direction.
— Le Conseil d'administration.
— Le Gouverneur.
— Le Comité de Surveillance,

conformément aux dispositions des articles ci après.

Article IX
Comité de direction

Section 1. — *Décisions réservées aux Membres*

Les Membres, réunis en Comité de Direction, sont habilités à :

a) choisir la monnaie de compte et fixer la valeur nominale des titres de participation ;

b) déterminer les conditions dans lesquelles le Fonds accepte des concours financiers ou emprunte des fonds et fixer les droits à accorder aux bailleurs ou prêteurs, y compris leurs droits sur les avoirs du Fonds ;

c) fixer les échéances de libération des parts souscrites selon les besoins du Fonds pour la réalisation de ses objectifs ;

d) fixer les principes de gestion du Fonds ;

e) autoriser les gouvernements autres que les gouvernements membres du Conseil de l'Europe à adhérer au Fonds, fixer les conditions de cette admission et le nombre de titres de participation à souscrire par ces gouvernements ;

f) nommer le Gouverneur, le révoquer et accepter sa démission ;

g) recommander les mesures législatives, internationales ou autres, que les Membres prendront, notamment pour définir le régime spécial des avoirs ou biens du Fonds sur leur territoire ou sur le territoire tiers, et les engagements des Membres résultant des opérations spéciales du Fonds ;

h) amender le présent Statut, sans toutefois changer ses objectifs ;

i) interpréter le présent Statut ;

j) suspendre les operations du Fonds de façon permanente et répartir ses avoirs ;

k) établir le règlement intérieur et désigner son président ;

l) désigner les trois commissaires qui constitueront le Comité de Surveillance.

Section 2. — *Vote*

a) Les décisions réservées aux membres du Fonds sont prises par votes, exprimés soit oralement au cours des réunions, soit par écrit dans l'intervalle de leurs réunions.

b) Chaque membre du Fonds dispose d'une voix pour chaque titre de participation qu'il détient.

Article X
Conseil d'administration

Section 1. — *Décisions réservées au Conseil d'administration*

Le Conseil d'administration a tous les pouvoirs nécessaires à l'administration du Fonds. Il prend notamment une décision sur les objets suivants :

a) déterminer périodiquement quelle fraction des réserves éventuelles du Fonds doit être cumulée et investie en application des dispositions de l'article VII, section 2 ;

b) approuver le budget de fonctionnement du Fonds selon le principe que les dépenses de gestion ne peuvent excéder les recettes d'intérêts et de commissions ;

c) donner au Gouverneur des directives d'ordre général ou particulier ;

d) établir le règlement intérieur du Fonds et notamment les conditions d'octroi des prêts ou des garanties de prêts ;

e) présenter annuellement au Représentant Spécial, pour être soumis au Comité des Ministres, le rapport établi par le Gouverneur du Fonds.

Section 2. — *Composition du Conseil d'administration*

a) Le Conseil d'administration se compose d'un Président désigné par le Comité de Direction et d'un représentant de chacun des Membres du Fonds. Chaque représentant au Conseil d'administration dispose d'un nombre de voix égal au nombre de titres de participation détenus.

b) Le Conseil d'administration pourra appeler à participer à ses travaux, sans droit de vote, les représentants des organisations internationales et intergouvernementales intéressés.

Section 3. — *Durée du mandat des membres du Conseil d'administration*

Tout membre désigné du Conseil d'administration demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit révoqué par le Membre du Fonds qui l'a désigné. Les membres du Conseil sortant peuvent toujours être désignés ou réélus.

Section 4. — *Mode de décision du Conseil d'administration*

a) Le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son Président, aussi souvent que la chose paraît nécessaire et au moins une fois par trimestre ;

b) Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents. Le Conseil ne délibère valablement que si les deux tiers au moins de ses membres sont présents.

Section 5. — *Commissions du Conseil d'administration*

Le Conseil d'administration peut à tout moment constituer des commissions composées de ses membres et déléguer à ces commissions des pouvoirs spécifiés dans chaque cas.

Section 6. — *Rémunération des membres du Conseil d'administration*

Les membres du Conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération du Fonds; cependant, les frais raisonnables engagés lors de l'exécution de leurs fonctions de membres du Conseil d'administration leur sont remboursés par le Fonds

Article XI
Gouverneur

Section 1. — *Fonctions du Gouverneur*

Le Gouverneur assure l'administration courante du Fonds, conformément aux directives du Conseil d'administration et sous sa surveillance.

Il représente le Fonds dans toutes les transactions que celui-ci effectue. Il ne contracte aucune obligation financière, conformément aux dispositions des articles V et VI du Statut sans autorisation expresse du Conseil d'administration.

Il engage les dépenses d'administration dans la limite des crédits budgétaires qui lui sont alloués.

Il prend toutes dispositions utiles pour maintenir ces dépenses au strict minimum. En particulier, il recourt aux services que peut lui offrir le Conseil de l'Europe et s'assure, en matière financière, la coopération de banques centrales des Etats membres et de la Banque

des Règlements Internationaux et, en matière de réetablissement et d'intégration des excédents de population, la collaboration des institutions et des personnalités compétentes dans ce domaine.

Il détient les avoirs et les biens du Fonds et entretient une comptabilité adéquate.

Section 2. — *Rapports au Conseil d'administration*

Le Gouverneur adresse, à intervalles réguliers, au Conseil d'administration, des rapports sur la position du Fonds et sur les opérations envisagées et lui fournit tous les renseignements qu'il peut demander.

Le Gouverneur établit chaque année un rapport complet sur toutes les opérations de l'année.

Il y joint le bilan du Fonds et le compte de gestion des opérations financières ainsi que le rapport établi sur ces documents par le Comité de Surveillance.

Section 3. — *Nomination et rétribution du Gouverneur*

Le Gouverneur est nommé pour un terme de 3 ans et est rééligible à l'expiration de son mandat. Le montant de sa rétribution est fixe par le Conseil d'administration du Fonds.

Article XII
Comité de surveillance

Le Comité de surveillance examine, une fois par an les comptes du Fonds et vérifie l'exactitude du compte de gestion et du bilan.

Le rapport du Comité certifie que le bilan et le compte de gestion concordent avec les écritures et qu'ils reflètent exactement et honnêtement l'état des opérations du Fonds à la fin de chaque exercice financier.

Article XIII
Siège

Le siège du Fonds est installe a Strasbourg, France. Le siège des services de gestion sera fixe par le Conseil d'administration.

Article XIV
Suspension des opérations et liquidation du Fonds

Section 1. — *Suspension des opérations*

Si le Comité de Direction décide la clôture des opérations, le Fonds cessera immédiatement toutes activités à l'exception de celles qui se rapportent au reglement de ses obligations ainsi qu'à la réalisation méthodique, à la conservation et à la sauvegarde de ses avoirs.

Section 2. — *Retrait des Membres*

Tout Membre peut se retirer du Fond apres préavis de six mois précédant la fin de l'exercice en cours. Les conditions en seront fixées par le Comité de Direction.

Section 3. — *Liquidation du Fonds*

Après reglement de tous les engagements du Fonds, y compris l'exécution des droits à répartitions, consentis par le Fonds lors de l'acceptation de concours financiers au titre de l'article V, ou constitution de réserves en vue de ce règlement, les Membres du Fonds pourront convenir d'un plan de répartition des avoirs fondé sur les principes suivants:

a) Aucun Membre du Fonds se trouvant dans une position de débiteur vis-à-vis du Fonds ne peut être admis à participer à la répartition avant d'avoir régularisé sa position.

b) Si l'actif net du Fonds le permet, chaque Membre du Fonds reçoit pour sa part le montant qu'il à versé au titre de l'article IV dans la monnaie de ce versement, ou, si cela n'est pas possible, l'équivalent de ce montant en d'autres devises, calculé au taux de change en vigueur à la date de la répartition. Si l'actif net du Fonds ne permet pas le remboursement intégral de ces parts, le déficit éventuel sera partagé entre tous les Membres du Fonds de la même facon.

c) Tout actif net du Fonds subsistant après la distribution de ces parts sera réparti entre tous les Membres du Fonds en proportion du nombre de titres de participation détenu par chacun.

d) Si ces parts sont payées à certains Membres du Fonds en devises d'autres Membres du Fonds, ces derniers prendront les mesures necessaires pour assurer, selon les modalités prévues par leur règlementation des changes, le mouvement des montants ainsi versés au titre de la répartition.

Article XV
Dispositions finales

Section 1. — *Réunion d'organisation*

Dès que le present Statut sera adopte par une résolution du Comite des Ministres sur la base d'un accord partiel, le Secretaire Général du Conseil de l'Europe convoquera, en accord avec le Représentant Spécial, la première réunion du Comité de Direction qui prendra toutes mesures necessaires ou souhaitables pour organiser le Fonds en conformité avec le présent Statut.

Section 2. — *Notification du commencement des operations*

Le Gouverneur notifiera aux Membres du Fonds la date à laquelle celui ci sera prêt à commencer ses opérations.

Section 3. — *Adhesion*

a) Tout Membre du Conseil de l'Europe qui n est pas Membre du Fonds peut adhérer a celui-ci par une déclaration adressée au Comité des Ministres. Cette déclaration doit contenir l'acceptation du présent Statut par le Gouvernement adhérent et la souscription de la part de ce gouvernement du nombre de titres de participation fixé en accord avec le Comité de Direction, conformément à l'article IV du présent Statut.

b) Tout gouvernement non membre du Conseil de l'Europe qui, conformément à la section 1, paragraphe *e*), de l'article IX, a été admis à adhérer au Fonds, peut adhérer à celui ci en déposant auprès du Secrétaire Général du Conseil un instrument établissant qu'il accepte le present Statut, qu'il souscrit le nombre de titres de participation fixé en accord avec le Comité de Direction, conformément à l'article IV du présent Statut, qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour se mettre en état d'exécuter toutes les obligations decoulant du présent Statut et qu'il a rempli toutes les conditions d'admission fixées par le Comité de Direction.

c) Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera au Gouverneur et à tous les Membres du Fonds la réception de toute déclaration d'adhésion et le dépôt de tout instrument d'adhésion effectués en application des paragraphes précédents.

Section 4. — *Interprétation du présent statut*

Toute décision du Conseil d'administration comportant l'interprétation du présent statut peut être portée devant le Comité de Direction à la demande d'un Membre. En attendant que le Comité de Direction ait statué, le Fonds peut, dans la mesure où il l'estime nécessaire, agir sur la base de la décision du Conseil d'administration.

Section 5. — *Copie certifiée conforme*

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe communiquera une copie certifiée conforme du présent Statut à tout Membre du Conseil et à tout gouvernement non membre du Conseil ayant adhéré au Fonds.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

PELLA

ANNEXE

Barème de contributions au « Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe » sur la base de 10 millions de dollars

	Pourcentage de répartition (1955)	Nombre de titres à raison de 1 par 1 000 dollars	Taux de change (1. 1. 55)	Contributions en monnaies nationales
Belgique	3,3	330	0,02	16.500.000
Danemark	1,8	180	0,144 8	1.243.094
France	18,4	1.840	0,002 857	644.032.202
République Fédérale d'Allemagne	18,4	1.840	0,238 1	7.727.845
Grèce	3,3	330	0,033 33	9.900.990
Islande	0,2	20	0,614	325.733
Irlande	1,2	120	2,80	42.857
Italie	18,4	1.840	0,001 6	1.150.000.000
Luxembourg	0,2	20	0,02	1.000.000
Pays-Bas	4,0	400	0,263 2	1.519.757
Norvège	1,4	140	0,14	1.000.000
Sarre	0,4	40	0,002 857	1.400.070
Suède	2,8	280	0,193 3	1.448.526
Turquie	7,8	780	0,357 1	2.184.262
Royaume-Uni	18,4	1.840	2,80	657.142
TOTAL . . .	100,9	10.000		

Le pourcentage de répartition est celui adopté pour les contributions au budget du Conseil de l'Europe.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

PELLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 4 dicembre 1957, n. 1313.

Modificazione allo statuto dell'Università degli studi di Perugia.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto dell'Università degli studi di Perugia, approvato con regio decreto 20 aprile 1939, n. 1107, e modificato con regio decreto 2 ottobre 1940, n. 1471, e successivi;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Veduto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Veduto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni;

Veduta la legge 11 aprile 1953, n. 312;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica in data 23 ottobre 1957, in corso di registrazione, con il quale è stata approvata la convenzione per il finanziamento della Facoltà di lettere e filosofia presso l'Università di Perugia ed è stata costituita la Facoltà medesima;

Vedute le proposte di modifiche dello statuto formulate dalle autorità accademiche dell'Università anzidetta;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Lo statuto dell'Università degli studi di Perugia, approvato e modificato con i decreti sopraindicati, è ulteriormente modificato come appresso:

Art. 1. — Dopo la Facoltà di scienze politiche è aggiunta la Facoltà di lettere e filosofia.

Dopo l'art. 26 sono aggiunti i seguenti nuovi articoli, con il conseguente spostamento degli articoli successivi.

CAPITOLO IV

1. — *Facoltà di lettere e filosofia*

Art. 27. — La Facoltà di lettere e filosofia conferisce la laurea in lettere e la laurea in filosofia.

Corso di laurea in lettere

Art. 28. — La durata del corso degli studi per la laurea in lettere è di quattro anni.

E' titolo di ammissione il diploma di maturità classica.

Il corso di studi si distingue in due indirizzi: classico e moderno.

Sono insegnamenti fondamentali comuni:

1) Letteratura italiana;
2) Letteratura latina;
3) Storia romana (con esercitazioni di epigrafia romana);
4) Geografia;
5) Filosofia (con facoltà di scelta tra gli insegnamenti di filosofia teoretica, filosofia morale, storia della filosofia, pedagogia).

Sono insegnamenti fondamentali per l'indirizzo classico:

1) Letteratura greca;
2) Storia greca;
3) Glottologia;
4) Archeologia e storia dell'arte greca e romana.

Sono insegnamenti fondamentali per l'indirizzo moderno:

1) Filologia romanza;
2) Storia medioevale;
3) Storia moderna;
4) Storia dell'arte medioevale e moderna.

Sono insegnamenti complementari:
1) Grammatica greca e latina;
2) Antichità greche e romane;
3) Etruscologia e archeologia italica;
4) Papirologia;
5) Paleografia e diplomatica;
6) Topografia dell'Italia antica;
7) Etnologia;
8) Storia della letteratura latina medioevale;
9) Storia del cristianesimo;
10) Storia della lingua italiana;
11) Storia della musica;
12) Storia del Risorgimento;
13) Lingua e letteratura francese;
14) Lingua e letteratura tedesca;
15) Lingua e letteratura inglese;
16) Lingua e letteratura spagnola;
17) Biblioteconomia e bibliografia;
18) Epigrafia greca;
19) Uno degli insegnamenti filosofici che non sia stato prescelto come fondamentale.

Lo studente deve seguire i corsi e sostenere gli esami negli insegnamenti fondamentali comuni ed in quelli dell'indirizzo prescelto; lo studente deve inoltre prendere iscrizione e sostenere gli esami in altre otto discipline da lui scelte tra le fondamentali dell'indirizzo diverso che egli segue e fra le discipline complementari.

Due degli insegnamenti complementari possono essere sostituiti dallo studente con due discipline di altri corsi di studio della stessa o di diversa Facoltà dell'Ateneo.

Tre degli insegnamenti fondamentali o complementari debbono essere seguiti per un biennio; può però lo studente seguire per un biennio anche uno o due insegnamenti in più, e in tal caso può ridurre rispettivamente di uno o due gli altri insegnamenti che deve scegliere. Lo studente deve superare una prova scritta di traduzione latina.

Gli insegnamenti di storia greca e di storia romana, di storia medioevale e di storia moderna possono essere riuniti in un'unica cattedra; in tal caso i corsi rispettivi debbono essere tenuti alternativamente e deve essere indicato ogni anno, nel manifesto degli studi, il corso che sarà impartito.

L'insegnamento di archeologia e storia dell'arte greca e romana può essere scisso nei due insegnamenti di archeologia e storia dell'arte greca e di archeologia e storia dell'arte romana, e così l'insegnamento di storia dell'arte medioevale e moderna sdoppiato nei due insegnamenti di storia dell'arte medioevale e di storia dell'arte moderna.

Il preside, sentita, ove ritenga, la Facoltà, deve controllare i piani di studio presentati dagli studenti per il loro coordinamento ed approvarli prima che siano resi definitivi. Per essere ammesso all'esame di laurea lo studente deve aver seguito i corsi e superato gli esami in tutti gli insegnamenti fondamentali comuni e dell'indirizzo da lui scelto e in tutti gli altri insegnamenti compresi nel piano di studi approvato dal preside della Facoltà.

L'esame di laurea in lettere consiste nella discussione di una dissertazione scritta su tema scelto dal candidato d'accordo con l'insegnante e riguardante uno degli insegnamenti da lui seguiti esclusi gli insegnamenti filosofici o di altra Facoltà.

2. — *Corso di laurea in filosofia*

Art. 29. — La durata del corso degli studi per la laurea in filosofia è di quattro anni.

E' titolo di ammissione il diploma di maturità classica.

Sono insegnamenti fondamentali:
1) Letteratura italiana;
2) Letteratura latina;
3) Storia romana (con esercitazioni di epigrafia romana);
4) Storia medioevale;
5) Storia moderna;
6) Storia della filosofia (biennale);
7) Filosofia teoretica (biennale);
8) Filosofia morale (biennale);
9) Pedagogia;
10) Un insegnamento scelto fra i seguenti: Psicologia o una delle discipline biologiche, fisiche, chimiche o matematiche.

Sono insegnamenti complementari:
1) Estetica;
2) Filosofia del diritto:
3) Filosofia della storia;
4) Storia della filosofia medioevale;
5) Storia del Cristianesimo;
6) Storia del Risorgimento;
7) Storia del diritto italiano;
8) Storia delle dottrine politiche;
9) Storia delle dottrine economiche;
10) Psicologia;
11) Letteratura greca;
12) Economia politica.

Gli insegnamenti di storia medioevale e di storia moderna possono essere riuniti in un'unica cattedra; nel quale caso il corso deve essere dedicato alternativamente un anno alla storia medioevale e un anno alla storia moderna.

Gli esami di profitto sono sostenuti per singole materie e per i corsi biennali vengono sostenuti alla fine di ciascun anno o alla fine del biennio.

Per essere ammesso all'esame di laurea lo studente deve aver seguito i corsi e superato gli esami in tutti gli insegnamenti fondamentali e almeno in sei da lui scelti fra i complementari, previa approvazione del preside della Facoltà.

L'esame di laurea in filosofia consiste nella discussione di una dissertazione scritta su tema scelto dal candidato d'accordo con l'insegnante e riguardante un insegnamento filosofico.

Art. 30. — Gli studenti all'atto dell'immatricolazione devono dichiarare a quale laurea aspirano. Gli studenti di lettere alla fine del primo biennio devono dichiarare quale indirizzo intendono seguire.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 4 dicembre 1957

GRONCHI

MORO

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 *gennaio* 1958
Atti del Governo, registro n. 110, *foglio n.* 29. — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 settembre 1957, n. 1314.

Sostituzione del testo dell'art. 15 dello statuto dell'Istituto di studi romani.

N. 1314. Decreto del Presidente della Repubblica 2 settembre 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, il testo dell'art. 15 dello statuto dell'Istituto di studi romani, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 21 maggio 1951, n. 985, viene sostituito da altro testo.

Visto, *il Guardasigilli* · GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 *gennaio* 1958
Atti del Governo, registro n 110, *foglio n* 2 — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 novembre 1957, n. 1315.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di San Giuseppe alla Certosa di Garegnano, in Milano.

N. 1315. Decreto del Presidente della Repubblica 18 novembre 1957, col quale sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Milano in data 23 gennaio 1956, relativo alla erezione della parrocchia di San Giuseppe alla Certosa di Garegnano, in Milano, e viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa omonima, sede dell'anzidetta parrocchia.

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *gennaio* 1958
Atti del Governo, registro n 110, *foglio n* 9 — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 novembre 1957, n. 1316.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di Maria SS.ma delle Grazie, nel comune di Genzano di Lucania (Potenza).

N. 1316. Decreto del Presidente della Repubblica 18 novembre 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Acerenza in data 12 settembre 1955, integrato con postilla in data 11 marzo 1957 e con dichiarazioni in data 12 settembre e 20 dicembre 1955, relativo alla erezione della parrocchia di Maria SS.ma delle Grazie, nel comune di Genzano di Lucania (Potenza).

Visto, *il Guardasigilli* · GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *gennaio* 1958
Atti del Governo, registro n 110, *foglio n* 10 — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 18 novembre 1957, n. 1317.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa di Santa Chiara d'Assisi, in Contarina (Rovigo).

N. 1317. Decreto del Presidente della Repubblica 18 novembre 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa di Santa Chiara d'Assisi, in Contarina (Rovigo).

Visto, *il Guardasigilli* · GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *gennaio* 1958
Atti del Governo, registro n 110, *foglio n* 11 — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 29 dicembre 1957.

Conferma in carica, per gli esercizi finanziari 1958, 1959 e 1960 del presidente dell'Ente autonomo « Fiera campionaria internazionale di Padova » con sede in Padova.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto l'art. 3 del regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito nella legge 5 luglio 1934, n. 1607, sulla disciplina delle fiere, mostre ed esposizioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 4 dicembre 1954, n. 1260, col quale è stata riconosciuta la personalità giuridica dell'Ente autonomo « Fiera campionaria internazionale di Padova », con sede in Padova, e ne è stato approvato lo statuto;

Visto il proprio decreto in data 28 ottobre 1955, con il quale il dott. Mario Saggin è stato nominato presidente dell'Ente stesso, per gli esercizi finanziari 1955, 1956 e 1957;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e per il commercio;

Decreta:

Il dott. Mario Saggin è confermato, per gli esercizi finanziari 1958, 1959 e 1960, nella carica di presidente dell'Ente autonomo « Fiera campionaria internazionale di Padova », con sede in Padova.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 29 dicembre 1957

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
ZOLI

Il Ministro per l'industria e commercio
GAVA

(224)

DECRETO MINISTERIALE 21 dicembre 1957

Approvazione di una modifica alle condizioni generali di polizza attualmente in vigore, presentata dalla Società « Reale Mutua di Assicurazioni », con sede in Torino.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti il regio decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519, e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della Società « Reale Mutua di Assicurazioni », con sede in Torino, intesa ad ottenere la approvazione di una modifica delle condizioni generali di polizza attualmente in vigore;

Decreta:

E' approvata, secondo il testo relativo, debitamente autenticato, una modifica delle condizioni generali di polizza per le assicurazioni sulla vita attualmente in vigore, presentata dalla Società « Reale Mutua di Assicurazioni », con sede in Torino.

Roma, addì 21 dicembre 1957

p. *Il Ministro*: MICHELI

(45)

RELAZIONE e DECRETO PREFETTIZIO 13 gennaio 1958.
Proroga della gestione commissariale del comune di Marino.

Relazione illustrativa del decreto prefettizio di proroga della gestione commissariale del comune di Marino

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 7 ottobre 1957, è stato sciolto il Consiglio comunale di Marino ed è stato nominato commissario straordinario per la provvisoria gestione del Comune il dott. Nicola Marini D'Armenia, vice prefetto ispettore.

Il predetto commissario ha dovuto affrontare e condurre a termine alcuni problemi relativi alla sistemazione del personale municipale e ad opere pubbliche di particolare urgenza ed entità. Inoltre egli ha predisposto una serie di provvedimenti intesi a normalizzare i servizi comunali in relazione a prescrizioni dettate a suo tempo dalla Prefettura all'Amministrazione comunale e mai da questa adempiute, prescrizioni che concernono adempimenti obbligatori per legge.

È peraltro opportuno che l'opera iniziata dal commissario sia ulteriormente da lui proseguita occorrendo avviare a soluzione i problemi e le questioni di cui si è fatto cenno.

Rendendosi pertanto necessaria la proroga della gestione commissariale si è a tal fine provveduto con decreto prefettizio in data odierna ai sensi dell'art. 323 del testo unico 4 febbraio 1915, n. 148 e dell'art. 103 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2839.

Roma, addì 13 gennaio 1958

Il prefetto: RIZZA

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ROMA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 7 ottobre 1957, con il quale sono stati disposti lo scioglimento del Consiglio comunale di Marino e la nomina del vice prefetto ispettore dott. Nicola Marini D'Armenia a commissario straordinario per la provvisoria gestione del Comune;

Considerato che il decreto suddetto ha avuto esecuzione dal 31 ottobre 1957, e che, pertanto, col 30 gennaio 1958 viene a scadere il termine di tre mesi previsto dal primo comma dell'art. 323 del testo unico 4 febbraio 1915, n. 148;

Ritenuto che occorre prorogare la gestione commissariale per consentire al commissario di avviare a soluzione le questioni indicate nella relazione allegata che fa parte integrante del presente decreto;

Considerato, altresì, che il Consiglio comunale di Marino è stato sciolto per due volte consecutive nel periodo previsto dall'art. 103 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2839 e che, pertanto, la proroga della gestione commissariale di cui trattasi può essere consentita fino al termine massimo di un anno a decorrere dal 31 ottobre 1957;

Ritenuto, peraltro, opportuno limitare, per il momento, la proroga della gestione commissariale stessa ad un periodo di mesi sei;

Visti gli articoli 323 del testo unico 4 febbraio 1915, n. 148, nonchè l'art. 103 del regio-decreto 30 dicembre 1923, n. 2839:

Decreta:

La gestione commissariale del comune di Marino è prorogata di mesi sei a decorrere dal 31 gennaio 1958.

Il vice prefetto ispettore dott. Nicola Marini d'Armenia è confermato nell'incarico di commissario straordinario per la provvisoria gestione del Comune.

Roma, addì 13 gennaio 1958

Il prefetto: RIZZA

(250)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di certificato di abilitazione provvisoria

Il dott. Alberto Spinaci, nato a Cagli (Pesaro Urbino) il 1° giugno 1921, ha dichiarato di avere smarrito il certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio della professione di farmacista rilasciatogli dalla Università di Urbino in data 15 giugno 1949, a seguito degli esami conclusivi del relativo corso di laurea da lui sostenuti nell'anno accademico 1947-48.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Urbino.

(154)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione dell'indennità dovuta per la quota dei terreni del « terzo residuo » trasferiti ad Enti di riforma in applicazione delle leggi di riforma fondiaria.

Ente Maremma tosco laziale

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 5, comma primo della legge 15 marzo 1956, n. 156, è determinata in L. 8 930 725 25 (lire ottomilioninovecentotrentamilasettecentoventicinque e centesimi 25) l'indennità di espropriazione dovuta per i terreni siti in agro del comune di Montecatini Val di Cecina (Pisa), di complessivi ettari 136 30 33, costituenti la quota del « terzo residuo », concesso al nome della ditta GINORI LISCI Lorenzo fu Carlo, in virtù del decreto Presidenziale 27 dicembre 1952, n. 3947 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 17 del 22 gennaio 1953, supplemento ordinario n. 2) da trasferirsi all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale ai sensi dell'art. 9 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

I seguenti dati catastali esposti nell'allegato 2 al sopra citato decreto Presidenziale di espropriazione, vengono rettificati come appresso:

Errata

Foglio 115, particella 23: classe bosco ceduo II

Corrige

Foglio 115, particella 23: classe bosco ceduo III

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizione per la rettifica di eventuali errori materiali verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(12)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Sostituzione del commissario liquidatore della Società cooperativa mista « Terra redenta », con sede in Castelnuovo di Porto (Roma).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 7 gennaio 1958, il signor Gustavo Antonini è stato nominato commissario liquidatore della Società cooperativa mista « Terra redenta », con sede in Castelnuovo di Porto (Roma), in sostituzione del dott. Giacomo Stampa dimissionario.

(236)

Scioglimento di duecentosessantacinque società cooperative di varie Provincie

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 17 dicembre 1957, le seguenti società cooperative sono state sciolte ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di liquidatori non essendovi rapporti patrimoniali da definire:

1) Società cooperativa « Edile lavoratori cristiani », con sede in Ghedi (Brescia), costituita con atto in data 9 dicembre 1949, per notaio dott Giovanni Treccani Chinelli;

2) Società cooperativa « Consumo », con sede in Menaggio (Como), costituita con atto in data 28 novembre 1945, per notaio dott Augusto Butti,

3) Società cooperativa agricola « San Giuseppe », con sede in Cosenza, costituita con atto in data 9 gennaio 1950, per notaio dott Francesco Stancati

4) Società cooperativa agricola « Trurium Novum », con sede in Terranova di Sibari (Cosenza), costituita con atto in data 17 novembre 1948, per notaio dott Francesco Cirianni.

5) Società cooperativa agricola « Bondonese Panaro », con sede in Bondino (Ferrara), costituita con atto in data 9 giugno 1948, per notaio dott Augusto Giurini;

6) Società cooperativa edilizia « Case operaie », con sede in Canneto D'Oglio (Mantova), costituita con atto in data 30 dicembre 1949, per notaio dott Giuseppe Mari;

7) Società cooperativa di produzione e lavoro « G R E P - Garanzia rapidita economia », con sede in Napoli, costituita con atto in data 23 febbraio 1948, per notaio dott Roberto Chiari

8) Società cooperativa di produzione e lavoro « Produzione e lavoro », con sede in Fontana (Perugia), costituita con atto in data 25 aprile 1947, per notaio dott Briganti,

9) Società cooperativa edilizia « Muratori », con sede in Gubbio (Perugia), costituita con atto in data 27 gennaio 1946, per notaio dott L Bartoletti,

10) Società cooperativa di consumo « Mutuo soccorso », di San Biagio della Valle (Perugia), costituita con atto in data 3 gennaio 1947. per notaio dott Briganti Antonio,

11) Società cooperativa di produzione e lavoro « Edile Subasio », con sede in Palazzo di Assisi (Perugia), costituita con atto in data 2 agosto 1949, per notaio dott. Ernesto Mastrellet,

12) Società cooperativa edilizia « Grifo », con sede in Perugia, costituita con atto in data 7 marzo 1947, per notaio dott Violanti Filippo,

13) Società cooperativa di produzione e lavoro « Artigiana del legno », con sede in Ponte San Giovanni (Perugia), costituita con atto in data 20 dicembre 1947, per notaio dottor Antonio Briganti;

14) Società cooperativa di consumo « La Torre », con sede in Vernazzano (Perugia), costituita con atto in data 10 luglio 1947, per notaio dott Briganti Antonio,

15) Società cooperativa di consumo « Abitanti », con sede in S Gusmè di Castelnuovo Berardenga (Siena), costituita con atto in data 14 giugno 1945, per notaio dott Antonio Ricci;

16) Società cooperativa agricola « Libertas », con sede in Bagnoregio (Viterbo), costituita con atto in data 8 dicembre 1948, per notaio dott Riccardo Vannini,

17) Società cooperativa di consumo « A C.L I », con sede in Ischia di Castro (Viterbo), costituita con atto in data 5 marzo 1948, per notaio dott Pietro Polidori;

18) Società cooperativa di produzione e lavoro « L'Unitaria », con sede in Cerignola (Foggia), costituita con atto in data 18 dicembre 1944, per notaio dott Ernesto d'Alò;

19) Società cooperativa di produzione e lavoro « La Costruttrice », con sede in Cerignola (Foggia), costituita con atto in data 7 febbraio 1947, per notaio dott. Gaetano Chiappinelli,

20) Società cooperativa di produzione e lavoro « La Ferroviaria », con sede in Cerignola (Foggia), costituita con atto in data 14 ottobre 1945, per notaio dott. Ernesto d'Alò,

21) Società cooperativa di produzione e lavoro « La Ricostruzioni pittura », con sede in Cerignola (Foggia), costituita con atto in data 24 dicembre 1946, per notaio dott Ernesto d'Alò;

22) Società cooperativa di produzione e lavoro « Rinascente », con sede in Cerignola (Foggia), costituita con atto in data 20 luglio 1947, per notaio dott Gaetano Chiappinelli,

23) Società cooperativa agricola « L'Aratro di Capitanata », con sede in Foggia, costituita con atto in data 25 settembre 1947, per notaio dott Nicola Pepe,

24) Società cooperativa di produzione e lavoro « Ferrovieri pensionati », con sede in Foggia, costituita con atto in data 22 novembre 1948, per notaio dott Nicola Pepe;

25) Società cooperativa di produzione e lavoro « La Rinascita », con sede in Manfredonia (Foggia), costituita con atto in data 3 luglio 1945, per notaio dott Michele Rinaldis,

26) Società cooperativa di produzione e lavoro « Maran Ata », con sede in Manfredonia (Foggia), costituita con atto in data 30 settembre 1945, per notaio dott Francesco Giuva,

27) Società cooperativa di produzione e lavoro « Sipontina », con sede in Manfredonia (Foggia), costituita con atto in data 7 gennaio 1946, per notaio dott Matteo Gatta,

28) Società cooperativa di produzione e lavoro « Reduci e combattenti », con sede in Mattinata (Foggia), costituita con atto in data 4 marzo 1947, per notaio dott. Matteo Gatta,

29) Società cooperativa di produzione e lavoro « Ricostruzione », con sede in Rignano Garganico (Foggia), costituita con atto in data 23 giugno 1946, per notaio dott Massimo Tardio,

30) Società cooperativa di produzione e lavoro « Fra Cavamonti », con sede in San Marco in Lamis (Foggia), costituita con atto in data 26 dicembre 1945, per notaio dott Massimo Tardio;

31) Società cooperativa agricola « Contadini », con sede in San Marco in Lamis (Foggia), costituita con atto in data 9 maggio 1945, per notaio dott Massimo Tardio;

32) Società cooperativa di produzione e lavoro « Il Lavoro », con sede in San Marco in Lamis (Foggia), costituita con atto in data 9 luglio 1944 per notaio dott Massimo Tardio,

33) Società cooperativa di produzione e lavoro « C O C E R », operaia costruzioni edili refrattarie, con sede in La Spezia, costituita con atto in data 1° settembre 1945, per notaio dott Antonio Scopesi,

34) Società cooperativa di consumo « La Levantese », con sede in Levante (La Spezia), costituita con atto in data 16 gennaio 1947, per notaio dott Angelo Leopoldo Vinzani,

35) Società cooperativa di consumo « La Popolare » tra impiegati, pensionati, professionisti, agricoltori ,ed operai, con sede in Aradeo (Lecce), costituita con atto in data 26 aprile 1945, per notaio dott Marino De Riccardis,

36) Società cooperativa di consumo « La Proletaria », con sede in Diso (Lecce), costituita con atto in data 28 ottobre 1946, per notaio dott Luigi Circolone,

37) Società cooperativa di consumo « G Matteotti », con sede in Lecce, costituita con atto in data 9 luglio 1944, per notaio dott Antonio De Pace,

38) Società cooperativa di produzione e lavoro « La Democratica », fra contadini, con sede in Merine (Lecce), costituita con atto in data 17 ottobre 1946, per notaio dott Luciano Bernardini,

39) Società cooperativa di consumo « La Feconda », con sede in Mauro Leccese (Lecce), costituita con atto in data 1° febbraio 1947, per notaio dott Luciano Bernardini,

40) Società cooperativa di consumo « L'Agricola », con sede in San Nicola (Lecce), costituita con atto in data 20 maggio 1944, per notaio dott Pasquale Cataldo,

41) Società cooperativa di produzione e lavoro « Terredilstrade », con sede in Surbo (Lecce), costituita con atto in data 13 agosto 1946, per notaio dott Luciano Bernardini,

42) Società cooperativa agricola « Alleanza agricola provinciale romana », con sede in Roma, costituita con atto in data 17 febbraio 1949, per notaio dott Achille Sabelli,

43) Società cooperativa di produzione e lavoro « Appio », con sede in Roma, costituita con atto in data 23 aprile 1946, per notaio dott Vincenzo Butera,

44) Società cooperativa di produzione e lavoro « C U. D.I. » Unione Democratica Italiana, con sede in Roma, costituita con atto in data 17 maggio 1946, per notaio dott Giovanni Grassi,

45) Società cooperativa edilizia « L'Italia risorge », con sede in Roma, costituita con atto in data 6 novembre 1946, per notaio dott Luciano Scrivano,

46) Società cooperativa « L'Alpina », con sede in Roma, costituita con atto in data 6 maggio 1946, per notaio dott Mario Formica,

47) Società cooperativa edilizia « Libertà e Lavoro », con sede in Roma, costituita con atto in data 27 novembre 1944, per notaio dott Fulgenzio Panzironi,

48) Società cooperativa di consumo « Prima Porta », con sede in Roma, costituita con atto in data 19 maggio 1947, per notaio dott. Luigi Mannella,

49) Società cooperativa di produzione e lavoro « Uniti nel lavoro », con sede in Roma, costituita con atto in data 15 marzo 1946, per notaio dott. Mario Formica;

50) Società cooperativa edilizia « Alcide De Gasperi », di Ancona, costituita con atto in data 4 settembre 1954, per notaio dott. Roberto Franci;

51) Società cooperativa di produzione e lavoro « Anconitana portuali assistenti e controllori », con sede in Ancona, costituita con atto in data 23 giugno 1945, per notaio dott. Franco Ricci;

52) Società cooperativa edilizia « Domus », con sede in Ancona, costituita con atto in data 4 luglio 1949, per notaio dott. Armando Castellucci;

53) Società cooperativa edilizia « Edibrai », con sede in Ancona, costituita con atto in data 5 dicembre 1951, per notaio dott. Franco Ricci;

54) Società cooperativa edilizia « Salus et Pax », con sede in Grottammare (Ascoli Piceno) costituita con atto in data 16 settembre 1950, per notaio dott. Giuseppe Alleva;

55) Società cooperativa edilizia « Aldebaran », con sede in Avellino, costituita con atto in data 9 maggio 1955, per notaio dott. Vittorio Gazzetti;

56) Società cooperativa edilizia « Aurora », con sede in Avellino, costituita con atto in data 25 aprile 1955, per notaio dott. Giannitti Angelo;

57) Società cooperativa edilizia « Impiegati Previdenza Sociale », con sede in Avellino, costituita con atto in data 21 ottobre 1949, per notaio dott. Felice Titomanlio;

58) Società cooperativa edilizia « La Battagliera » (già Trieste), con sede in Avellino, costituita con atto in data 30 dicembre 1954, per notaio dott. Nutini;

59) Società cooperativa edilizia « La Fortuna », con sede in Avellino, costituita con atto in data 2 aprile 1955, per notaio dott. Vincenzo Sessa;

60) Società cooperativa edilizia « La Sfinge », con sede in Avellino, costituita con atto in data 30 dicembre 1954, per notaio dott. De Feo;

61) Società cooperativa edilizia « La Vittoriosa », con sede in Avellino. costituita con atto in data 17 settembre 1954, per notaio dott. Vincenzo Sessa;

62) Società cooperativa edilizia « Lupus », con sede in Avellino, costituita con atto in data 20 aprile 1954, per notaio dott. Luigino Italia;

63) Società cooperativa edilizia « Minerva », con sede in Avellino. costituita con atto in data 8 febbraio 1950, per notaio dott. Vincenzo Sessa;

64) Società cooperativa edilizia « Onesta », con sede in Avellino, costituita con atto in data 26 ottobre 1954, per notaio dott. Vincenzo Sessa;

65) Società cooperativa edilizia « Rinascita Irpina », con sede in Avellino, costituita con atto in data 1° agosto 1953, per notaio dott. Mariano Valente;

66) Società cooperativa edilizia « Sant'Ignazio », con sede in Avellino, costituita con atto in data 20 marzo 1955, per notaio dott. Angelo Giannitti;

67) Società cooperativa edilizia « Santa Rita », con sede in Avellino, costituita con atto in data 10 ottobre 1954, per notaio dott. Vincenzo Sessa;

68) Società cooperativa edilizia « Vittoria », con sede in Avellino, costituita con atto in data 20 ottobre 1954, per notaio dott. Mariano Valenti;

69) Società cooperativa di produzione e lavoro « Reduci e combattenti », con sede in Orsiè (Belluno), costituita con atto in data 19 luglio 1946, per notaio dott. Ezio Collarini;

70) Società cooperativa edilizia « Dipendenti Ufficio Genio Civile », con sede in Belluno, costituita con atto in data 28 maggio 1948, per notaio dott. Agostino Pierobon;

71) Società cooperativa di consumo « Macellai », con sede in Belluno, costituita con atto in data 12 luglio 1945, per notaio dott. Agostino Pierobon;

72) Società cooperativa di produzione e lavoro « Lavoro », con sede in Salecce Giamosa (Belluno), costituita con atto in data 9 agosto 1945, per notaio dott. Borso Alessandro;

73) Società cooperativa di trasporto « Don Cirillo Pisio », con sede in Cologno al Serio (Bergamo), costituita con atto in data 14 marzo 1954, per notaio dott. Pietro Nosari ;

74) Società cooperativa edilizia « Andrea Costa », con sede in Bologna, costituita con atto in data 23 luglio 1948, per notaio dott. Guido Forni;

75) Società cooperativa edilizia « Camaldoli », con sede in Bologna, costituita con atto in data 25 settembre 1951, per notaio dott. Mario Serra;

76) Società cooperativa edilizia « Fra i dipendenti dello Ispettorato del lavoro », con sede in Bologna, costituita con atto in data 19 luglio 1948, per notaio dott. Carlo Luti;

77) Società cooperativa edilizia « Nullo Baldini », con sede in Bologna, costituita con atto in data 22 maggio 1948, per notaio dott. Giuseppe Ronca;

78) Società cooperativa edilizia « Costruzione Abitazioni Popolari C.E.C.A.P. », con sede in Pontoglio (Brescia), costituita con atto in data 27 febbraio 1949;

79) Società cooperativa di consumo « dell'I.N.P.S. », con sede in Cagliari, costituita con atto in data 13 aprile 1947, per notaio dott. Luigi Sulis;

80) Società cooperativa di pesca « Liberi pescatori », con sede in Cagliari, costituita con atto in data 3 agosto 1950, per notaio dott. Ignazio Cugusi;

81) Società cooperativa edilizia « Vigili del fuoco », con sede in Cagliari, costituita con atto in data 2 aprile 1952, per notaio dott. Ignazio Cugusi;

82) Società cooperativa industria e lavoro «La Popolare», con sede in Decimomannu (Cagliari), costituita con atto in data 25 luglio 1950, per notaio dott. Luigi Pau;

83) Società cooperativa di consumo « Santa Greca », con sede in Decimomannu (Cagliari) costituita con atto in data 6 giugno 1945, per notaio dott. Clemente Moncosu;

84) Società cooperativa agricola « Cerere », con sede in Samassi (Cagliari), costituita con atto in data 7 agosto 1946, per notaio dott. Ignazio Cugusi;

85) Società cooperativa edilizia « Costruzioni case economiche », con sede in Samassi (Cagliari), costituita con atto in data 7 luglio 1947, per notaio dott. Luigi Pau;

86) Società cooperativa agricola « Pastori », con sede in Samassi (Cagliari), costituita con atto in data 12 agosto 1945, per notaio dott. Luigi Pau;

87) Società cooperativa di produzione e lavoro « Artigiani reduci e combattenti », con sede in Serramanna (Cagliari), costituita con atto in data 17 marzo 1949, per notaio dottor Luigi Pau;

88) Società cooperativa di consumo « La Popolare », con sede in Serramanna (Cagliari), costituita con atto in data 4 agosto 1945, per notaio dott. Luigi Pau;

89) Società cooperativa agricola « Ricostruzione Industria Latte Affini Molisana C.R.I.L.A.M. », con sede in Boiano (Campobasso), costituita con atto in data 9 luglio 1948, per notaio dott. Armando Savastano;

90) Società cooperativa di produzione e lavoro « Maiella » con sede in Casoli (Chieti), costituita con atto in data 13 agosto 1950, per notaio dott. Giulio Di Giorgi;

91) Società cooperativa edilizia « Catasto », con sede in Chieti, costituita con atto in data 16 dicembre 1949, per notaio dott. Amleto Franchi;

92) Società cooperativa di produzione e lavoro « I.C.E », con sede in Chieti, costituita con atto in data 27 settembre 1953, per notaio dott. Ubaldo Rulli;

93) Società cooperativa di produzione e lavoro « Calzolai », con sede in Fossacesia (Chieti), costituita con atto in data 7 gennaio 1946, per notaio dott. Carlo Mariani;

94) Società cooperativa di produzione e lavoro « La Fenice », con sede in Francavilla a Mare (Chieti), costituita con atto in data 12 maggio 1946, per notaio dott. Nicola De Marco;

95) Società cooperativa edilizia « Adriatica », con sede in Ortona a Mare (Chieti), costituita con atto in data 9 maggio 1946, per notaio dott. Eugenio Cieri;

96) Società cooperativa edilizia « Ortonese Costruzioni », con sede in Ortona a Mare (Chieti), costituita con atto in data 7 maggio 1945 per notaio dott. Eugenio Cieri;

97) Società cooperativa di produzione e lavoro « Mazzini », con sede in Palena (Chieti), costituita con atto in data 18 maggio 1950, per notaio dott. Crisante De Chiara;

98) Società cooperativa di produzione e lavoro «La Maiella», con sede in Pretoro (Chieti), costituita con atto in data 17 maggio 1947, per notaio dott. Stanislao De Risio;

99) Società cooperativa di produzione e lavoro « Fornitori Pretoresi », con sede in Pretoro (Chieti), costituita con atto in data 5 dicembre 1948, per notaio dott. Stanislao De Risio;

100) Società cooperativa di produzione e lavoro « Edile di produzione e lavoro », con sede in Rapino (Chieti), costituita con atto in data 20 gennaio 1947, per notaio dott. Giuseppe De Chiara;

101) Società cooperativa mista « Danneggiati di guerra », con sede in Tollo (Chieti), costituita con atto in data 13 ottobre 1945, per notaio dott. Pietro Messina;

102) Società cooperativa di consumo « Libertas » con sede in Villalfonsina (Chieti), costituita con atto in data 11 ottobre 1945, per notaio dott. Olindo Rocchio;
103) Società cooperativa edilizia « Monte Penna » con sede in Villa Santa Maria (Chieti), costituita con atto in data 24 febbraio 1948, per notaio dott. Francesco Nardizzi;
104) Società cooperativa di consumo « Popolare di consumo », con sede in Villa Santa Maria (Chieti), costituita con atto in data 10 gennaio 1949;
105) Società cooperativa edilizia « Domus Lario », con sede in Como, costituita con atto in data 19 ottobre 1955, per notaio dott. Giorgio Giuriani;
106) Società cooperativa edilizia « Fondazione case impiegati Civitas », con sede in Como, costituita con atto in data 15 dicembre 1951.
107) Società cooperativa agricola « Lattai », con sede in Casaletto di Vaprio (Cremona), costituita con atto in data 6 novembre 1945, per notaio dott. Amedeo Colleri Gamondi;
108) Società cooperativa di consumo « Vinicola e di consumo », con sede in Cascine Vallalta di Castelleone (Cremona), costituita con atto in data 7 gennaio 1947, per notaio dott. Massimo Fadini;
109) Società cooperativa agricola « Caseificio sociale », con sede in Castelgabbiano (Cremona), costituita con atto in data 16 novembre 1945;
110) Società cooperativa edilizia « Cremasca », con sede in Crema (Cremona), costituita con atto in data 23 giugno 1948, per notaio dott. Massimo Fadini;
111) Società cooperativa trasporto « Autotrasporti Lavoratori Cremaschi S.C.A.L.C. », con sede in Crema (Cremona), costituita con atto in data 3 settembre 1945, per notaio dottor Massimo Fadini;
112) Società cooperativa di consumo « Circolo cooperativo dei lavoratore », con sede in Cremosano (Cremona), costituita con atto in data 30 maggio 1946, per notaio dott. Massimo Fadini;
113) Società cooperativa di consumo « Vinicola e di consumo », con sede in Farinate di Capralba (Cremona), costituita con atto in data 14 maggio 1946, per notaio dott. Massimo Fadini;
114) Società cooperativa agricola « Caseificio di Gattolino » con sede in Bagnolo Cremasco (Cremona), costituita con atto in data 5 novembre 1946, per notaio dott. Amedeo Calleri Gamondi;
115) Società cooperativa agricola « Il Progresso », con sede in Gussola (Cremona), costituita con atto in data 5 giugno 1947, per notaio dott. Salvatore Cirani;
116) Società cooperativa di consumo « Vinicola consumo », con sede in Vidolasco di Casale Cremasco (Cremona), costituita con atto in data 3 gennaio 1947 per notaio dott. Massimo Fadini;
117) Società cooperativa edilizia « Dipendenti Cotonificio Olcese C.E.D.C.O.C. », con sede in Clavesana (Cuneo), costituita con atto in data 1° marzo 1952, per notaio dott. Guido Toppino;
118) Società cooperativa edilizia « Parva Domus » con sede in Ferrara, costituita con atto in data 5 aprile 1954, per notaio dott. Luigi Risso;
119) Società cooperativa di produzione e lavoro « La Combattente », con sede in Accadia (Foggia), costituita con atto in data 3 novembre 1946, per notaio dott. Pasquale Contardi;
120) Società cooperativa di produzione e lavoro « La Ricostruzione », con sede in Accadia (Foggia), costituita con atto in data 26 novembre 1946, per notaio dott. Pasquale Contardi,
121) Società cooperativa di produzione e lavoro « Frisoli », con sede in Bovino (Foggia), costituita con atto in data 18 marzo 1947, per notaio dott. Pasquale Cerrati;
122) Società cooperativa mista « Italia », con sede in Candela (Foggia), costituita con atto in data 25 settembre 1945, per notaio dott. Vito Figurelli;
123) Società cooperativa di produzione e lavoro « La Capitanata », con sede in Candela (Foggia), costituita con atto in data 30 ottobre 1946, per notaio dott. Vito Figurelli;
124) Società cooperativa di produzione e lavoro « Giuseppe di Vittorio », con sede in Cerignola (Foggia), costituita con atto in data 27 ottobre 1946, per notaio dott. Gaetano Chiappinelli;
125) Società cooperativa di consumo « La Palingenetica », con sede in Cerignola (Foggia), costituita con atto in data 15 agosto 1947, per notaio dott. Gaetano Chiappinelli;
126) Società cooperativa di consumo « Libertas », con sede in Cerignola (Foggia), costituita con atto in data 1° novembre 1944, per notaio dott. Benigno Colucci;
127) Società cooperativa di produzione e lavoro « 25 Luglio », con sede in Cerignola (Foggia), costituita con atto in data 11 febbraio 1945, per notaio dott. Ernesto D'Alò;
128) Società cooperativa di produzione e lavoro « Civiltà Nuova », con sede in Deliceto (Foggia), costituita con atto in data 31 agosto 1944, per notaio dott. Francesco Paolo Nigro;
129) Società cooperativa di produzione e lavoro « Consumo », con sede in Deliceto (Foggia), costituita con atto in data 1° luglio 1944, per notaio dott. Francesco Paolo Nigro;
130) Società cooperativa di produzione e lavoro « Carlo Rosselli », con sede in Margherita di Savoia (Foggia), costituita con atto in data 3 novembre 1945, per notaio dott. Giovanni Landriscina;
131) Società cooperativa di produzione e lavoro « De Rosa Antonio », con sede in Margherita di Savoia (Foggia), costituita con atto in data 10 aprile 1945, per notaio dott. Gaetano Chiappinelli;
132) Società cooperativa mista « G. Giannini » con sede in Margherita di Savoia (Foggia), costituita con atto in data 11 aprile 1946, per notaio dott. Gaetano Chiappinelli;
133) Società cooperativa mista « Giuseppe Di Vittorio », con sede in Margherita di Savoia (Foggia), costituita con atto in data 31 ottobre 1946, per notaio dott. Gaetano Chiappinelli;
134) Società cooperativa di produzione e lavoro « La Giovine Italia », con sede in Margherita di Savoia (Foggia), costituita con atto in data 27 giugno 1946, per notaio dott. Gaetano Chiappinelli;
135) Società cooperativa di produzione e lavoro « G. Matteotti », con sede in Margherita di Savoia (Foggia), costituita con atto in data 29 dicembre 1945, per notaio dott. Gaetano Chiappinelli;
136) Società cooperativa di produzione e lavoro « La Nuova Aurora », con sede in Margherita di Savoia (Foggia), costituita con atto in data 5 novembre 1944, per notaio dott. Giovanni Landriscina;
137) Società cooperativa mista « La Vittoria », con sede in Margherita di Savoia (Foggia), costituita con atto in data 9 febbraio 1947, per notaio dott. Giovanni Landriscina;
138) Società cooperativa di produzione e lavoro « Prigionieri di guerra », con sede in Margherita di Savoia (Foggia), costituita con atto in data 18 gennaio 1947, per notaio dott. Giovanni Landriscina;
139) Società cooperativa di produzione e lavoro « S.A.L.I.S. Addetti Lavori Interni Saline », con sede in Margherita di Savoia (Foggia), costituita con atto in data 30 agosto 1945, per notaio dott. Giovanni Landriscina,
140) Società cooperativa di produzione e lavoro « Fra reduci e combattenti », con sede in Mezzanone di Manfredonia (Foggia), costituita con atto in data 10 marzo 1947, per notaio dott. Michelino Mari
141) Società cooperativa mista « La Liberale », con sede in Panni (Foggia), costituita con atto in data 12 novembre 1944, per notaio dott. Lorenzo Toriello (Foggia);
142) Società cooperativa mista « Combattenti », con sede in San Ferdinando di Puglia, costituita con atto in data 13 dicembre 1945, per notaio dott. Giovanni Sales;
143) Società cooperativa di produzione e lavoro « La Proletaria », con sede in San Ferdinando di Puglia (Foggia), costituita con atto in data 28 aprile 1946, per notaio dott. Giovanni Sales;
144) Società cooperativa di consumo « Democratica Cristiana », con sede in San Marco di Lamis (Foggia), costituita con atto in data 10 agosto 1944, per notaio dott. Massimo Tardio;
145) Società cooperativa di produzione e lavoro « Giacomo Matteotti », con sede in Trinipopoli (Foggia), costituita con atto in data 17 maggio 1947, per notaio dott. Giovanni Landriscina;
146) Società cooperativa di trasporto « Bisagno », con sede in Chiavari (Genova), costituita con atto in data 1° ottobre 1945, per notaio dott. Andrea Descalzo;
147) Società cooperativa edilizia « S.P.E.S. » Dipendenti Ospedale Civile », con sede in Chiavari (Genova), costituita con atto in data 14 febbraio 1954, per notaio dott. Sante Calvagna;
148) Società cooperativa edilizia « Merope », con sede in Genova, costituita con atto in data 6 novembre 1952, per notaio dott. Luigi Trucchi;
149) Società cooperativa pesca « La Graisana », con sede in Grado (Gorizia), costituita con atto in data 29 gennaio 1949, per notaio dott. Domenico Manzin;
150) Società cooperativa edilizia « Astra », con sede in La Spezia, costituita con atto in data 23 dicembre 1954, per notaio dott. Giuseppe Migliardi;

151) Società cooperativa edilizia « La Sprugola », con sede in La Spezia, costituita con atto in data 3 giugno 1953, per notaio dott. Giuseppe Carpena;

152) Società cooperativa di consumo « Fra ex combattenti e reduci », con sede in Nardò (Lecce), costituita con atto in data 27 maggio 1945, per notaio dott. Francesco Zuccaro;

153) Società cooperativa di consumo « S.A.C.L.E. Antonio Ammassari », con sede in Nardò (Lecce), costituita con atto in data 24 aprile 1949, per notaio dott. Giordano Saloni;

154) Società cooperativa agricola, con sede in Gualdo di Massarosa (Lucca), costituita con atto in data 22 luglio 1945, per notaio dott. Enrico Micheloni;

155) Società cooperativa di produzione e lavoro « Elettrofonica Lucchese », con sede in Lucca, costituita con atto in data 11 ottobre 1947, per notaio dott. Renato Masini;

156) Società cooperativa « Consumo », con sede in Vagli di Sopra di Vagli di Sotto (Lucca), costituita con atto in data 1° agosto 1951, per notaio dott. Silvio Gemignani;

157) Società cooperativa edilizia « Il Sole », con sede in Viareggio (Lucca), costituita con atto in data 26 gennaio 1954, per notaio dott. Ferruccio Salvi;

158) Società cooperativa di produzione e lavoro « L'Italiana », con sede in Viareggio (Lucca), costituita con atto in data 2 febbraio 1948, per notaio dott. Raffaello Vannucchi;

159) Società cooperativa edilizia « San Ferdinando », con sede in Viareggio (Lucca), costituita con atto in data 26 settembre 1953, per notaio dott. Mario Migliorini;

160) Società cooperativa agricola « Caseificio Sociale Carmelino », con sede in Magnacavallo (Mantova), costituita con atto in data 5 marzo 1951, per notaio dott. Enrico Nencioli;

161) Società cooperativa trasporto « Partigiana trasporti Bassa Brianza », con sede in Carate Brianza (Milano), costituita con atto in data 27 giugno 1945, per notaio dott. Emilio Lapidari;

162) Società cooperativa di produzione e lavoro « La Lodigiana Abbattimento piante », con sede in Lodi (Milano), costituita con atto in data 24 ottobre 1955;

163) Società cooperativa di produzione e lavoro « Impresa salvataggi e recuperi marittimi », costituita in data 14 aprile 1947, per notaio dott. Pietro Cassina;

164) Società cooperativa edilizia « Reduci e combattenti », con sede in Muggiò (Milano), costituita con atto in data 21 luglio 1949, per notaio dott Lelio Ruggeri;

165) Società cooperativa edilizia « La Proletaria », con sede in Nova Milanese (Milano), costituita con atto in data 11 giugno 1950, per notaio dott. Antonio Colleoni;

166) Società cooperativa di consumo « A.C.L.I. », con sede in Varedo (Milano), costituita con atto in data 22 dicembre 1952, per notaio dott. Carlo Gallizia;

167) Società cooperativa di produzione e lavoro « A.C.L.I. » Lavorazione paglia, con sede in Bomporto (Modena), costituita con atto in data 21 maggio 1952 per notaio dott. Ennio Giannotti;

168) Società cooperativa edilizia « A.C.L.I. », Case Massa, con sede in Massa Finalese (Modena), costituita con atto in data 5 maggio 1953, per notaio dott. Enrico Perroni;

169) Società cooperativa di produzione e lavoro « Graffiatori e canapini », con sede in Massa Finalese (Modena), costituita con atto in data 6 aprile 1948, per notaio Enrico Perroni;

170) Società cooperativa « Consumo », con sede in Savoniero (Modena), costituita con atto in data 27 dicembre 1950, per notaio dott. Luigi Fontana;

171) Società cooperativa agricola « Porretto », con sede in Piumazzo in Castelfranco E. (Modena), costituita con atto in data 20 luglio 1945, per notaio dott. Giuliano Cuoghi;

172) Società cooperativa « Consumo di Saltino », con sede in Prignano (Modena), costituita con atto in data 30 novembre 1945, per notaio dott. Lorenzo Aggazzotti;

173) Società cooperativa di produzione e lavoro « Cartai ed affini », con sede in San Cesario (Modena), costituita con atto in data 16 dicembre 1950, per notaio dott. Ennio Giannotti;

174) Società cooperativa agricola « Caseificio moderno cooperativo », con sede in Spilamberto (Modena), costituita con atto in data 5 aprile 1950, per notaio dott. Gian Pietro Ansaldi;

175) Società cooperativa di produzione e lavoro « Lavoro di Vitriola », con sede in Vitriola di Montefiorino (Modena), costituita con atto in data 17 ottobre 1945, per notaio dott. Lorenzo Aggazzotti;

176) Società cooperativa di produzione e lavoro « Boschiva », con sede in Lettere (Napoli), costituita con atto in data 28 novembre 1953, per notaio dott. Dello Ioio;

177) Società cooperativa di consumo « C.A.S.P.I. » Acquisto e commercio prodotti ittici, con sede in Napoli, costituita con atto in data 21 febbraio 1946, per notaio dott. Francesco Rocci;

178) Società cooperativa di consumo « C.E.A.P. » Ente autonomo porto, con sede in Napoli, costituita con atto in data 22 novembre 1944, per notaio dott. E. Sanseverino;

179) Società cooperativa di consumo « Il Patriota », con sede in Napoli, costituita con atto in data 22 novembre 1945, per notaio dott. A. Fortunato;

180) Società cooperativa edilizia « Onorato Fava », con sede in Napoli, costituita con atto in data 7 novembre 1945, per notaio dott. Sanguigno;

181) Società cooperativa agricola « L'Agricoltore », con sede in Ponticelli (Napoli), costituita con atto in data 23 settembre 1945, per notaio dott. Vito D'Alessandro;

182) Società cooperativa agricola « Agricoltori », con sede in Sant'Intimo (Napoli), costituita con atto in data 11 febbraio 1945, per notaio dott. Candela;

183) Società cooperativa edilizia « Carme », con sede in Piacenza, costituita con atto in data 27 maggio 1954, per notaio dott. G. Battista Astrua;

184) Società cooperativa agricola « San Giuseppe », con sede in Piacenza, costituita con atto in data 12 agosto 1948, per notaio dott. Paolo Bonadè;

185) Società cooperativa « Consumo », con sede in Polignano di San Pietro in Cerro (Piacenza), costituita con atto in data 19 ottobre 1945, per notaio dott. Paolo Bonadè;

186) Società cooperativa edilizia « Belvedere », con sede in Navacchi (Cascina) prov. Pisa; costituita con atto in data 16 ottobre 1954, per notaio dott. Primo Luigi Agrippi;

187) Società cooperativa di consumo « Tra i dipendenti dell'I.N.P.S. », con sede in San Giuliano Terme (Pisa), costituita con atto in data 7 agosto 1945 per notaio dott. Guglielmo Gambini;

188) Società cooperativa di consumo «Spaccio del popolo», con sede in Vecchiano (Pisa), costituita con atto in data 2 agosto 1947, per notaio dott. Pietro Antoni;

189) Società cooperativa edilizia « Nettuno », con sede in Ravenna, costituita con atto in data 28 aprile 1952, per notaio dott. Paolo De Lorenzi;

190) Società cooperativa di produzione e lavoro «Minatori», con sede in Labro (Rieti), costituita con atto in data 26 febbraio 1947, per notaio dott. Vittorio Guadagni;

191) Società cooperativa edilizia « Risorgimento », con sede in Montopoli Sabino (Rieti), costituita con atto in data 30 novembre 1952, per notaio dott. Francesco Farisoglio;

192) Società cooperativa edilizia « Colle Largo », con sede in Guidonia (Roma), costituita con atto in data 1° aprile 1950, per notaio dott. Vincenzo Pompili;

193) Società cooperativa di consumo « Dei consumi del popolo nettunese », con sede in Nettuno (Roma), costituita con atto in data 17 ottobre 1944, per notaio dott. Ferdinando Apicella;

194) Società cooperativa agricola « Paolo Segneri », con sede in Nettuno (Roma), costituita con atto in data 18 novembre 1946, per notaio dott. Ferdinando Apicella;

195) Società cooperativa edilizia « Alinda », con sede in Roma, costituita con atto in data 25 novembre 1954, per notaio dott. Carlo Capo;

196) Società cooperativa di consumo « Artisti Lirici Musicisti Associati Roma A.L.M.A.R. », con sede in Roma, costituita con atto in data 22 febbraio 1954, per notaio dott. Fulgenzio Panzironi;

197) Società cooperativa di produzione e lavoro « Antonio Gramsci », con sede in Roma, costituita con atto in data 10 agosto 1944, per notaio dott. Claudio Pierantoni;

198) Società cooperativa di consumo « Anxur », con sede in Roma, costituita con atto in data 20 aprile 1944, per notaio dott. Claudio Pierantoni;

199) Società cooperativa edilizia « Ars Domus 55 », con sede in Roma, costituita con atto in data 17 marzo 1955, per notaio dott. Domenico Sciamanda;

200) Società cooperativa edilizia « Attualità nostra », con sede in Roma, costituita con atto in data 20 dicembre 1954, per notaio dott. Pietro Pomar;

201) Società cooperativa edilizia « Aurora Appia », con sede in Roma, costituita con atto in data 4 aprile 1946, per notaio dott. Guido Schillaci Ventura;

202) Società cooperativa mista « Auxilium », con sede in Roma, costituita con atto in data 6 dicembre 1945, per notaio dott. Panvini Rosati;

203) Società cooperativa di produzione e lavoro « Avvenire », con sede in Roma, costituita con atto in data 3 ottobre 1946, per notaio dott. Francesco Bellini;

204) Società cooperativa di consumo « Aziende grafiche ed affini », con sede in Roma, costituita con atto in data 26 aprile 1945, per notaio dott. Mario Formica;

205) Società cooperativa di consumo « Bernardino Romazzini », con sede in Roma, costituita con atto in data 15 gennaio 1945, per notaio dott. Floriano Rosa;

206) Società cooperativa di consumo « Bersagliere », con sede in Roma, costituita con atto in data 2 febbraio 1945, per notaio dott. Enrico Mastrogiovanni;

207) Società cooperativa di consumo « Addetti Aziende Private C.A.A.P. », con sede in Roma, costituita con atto in data 20 ottobre 1944, per notaio dott. Pietro D'Angelo;

208) Società cooperativa di produzione e lavoro « Appalti lavori edili e stradali Bernabei, C.A.L.E.S. », con sede in Roma, costituita con atto in data 13 agosto 1944, per notaio dott. Tito Staderini;

209) Società cooperativa di produzione e lavoro « Capodistria », con sede in Roma, costituita con atto in data 22 giugno 1951, per notaio dott. Giuseppe Intersimone;

210) Società cooperativa edilizia « C.A.P.R.A. » Artisti professionisti romani associativa, con sede in Roma, costituita con atto in data 29 maggio 1953, per notaio dott. Giorgio Albertazzi;

211) Società cooperativa edilizia « Caprio », con sede in Roma, costituita con atto in data 24 maggio 1954, per notaio dott. Italo Gazzilli;

212) Società cooperativa di produzione e lavoro « C.A.R. C.A.C. », con sede in Roma, costituita con atto in data 15 gennaio 1945, per notaio dott. Fulgenzio Panzironi;

213) Società cooperativa di consumo « Carlo Mosciatti », con sede in Roma, costituita con atto in data 10 marzo 1945, per notaio dott. Domenico Sciamanda;

214) Società cooperativa edilizia « Cecconi », con sede in Roma, costituita con atto in data 18 marzo 1955, per notaio dott. Oreste De Francesco;

215) Società cooperativa mista « C.E.I.A.R. » Esercenti autonoleggi rimessa, con sede in Roma, costituita con atto in data 27 aprile 1954, per notaio dott. Luigi Colosso;

216) Società cooperativa edilizia « Edile Roma C.E.R. », con sede in Roma, costituita con atto in data 9 settembre 1949, per notaio dott. Domenico Sciamanda;

217) Società cooperativa edilizia reduci di guerra e loro famiglie C.E.R., con sede in Roma, costituita con atto in data 14 settembre 1945, per notaio dott. Francesco Cavallari;

218) Società cooperativa edilizia « Cere Nova », con sede in Roma, costituita con atto in data 22 febbraio 1949, per notaio dott. Ignazio Arcuri;

219) Società cooperativa edilizia « C.E.R.L.I.C.E.S. », impiegati Ministero commercio estero, con sede in Roma, costituita con atto in data 2 aprile 1954, per notaio dott. Igino Clementi;

220) Società cooperativa edilizia « Edilizia Romana Salario C.E.R.S. », con sede in Roma, costituita con atto in data 13 ottobre 1948, per notaio dott. Bernardo Chinni;

221) Società cooperativa agricola « Cesarea », con sede in Roma, costituita con atto in data 28 novembre 1952, per notaio dott. Giuseppe Intersimone;

222) Società cooperativa di produzione e lavoro « C.E.S. E.A. », con sede in Roma, costituita con atto in data 19 agosto 1946, per notaio dott. Pietro Pomar;

223) Società cooperativa edilizia « C.E.S.P.E.S. », con sede in Roma, costituita con atto in data 1° aprile 1952, per notaio dott. Giovanni Grassi;

224) Società cooperativa edilizia « Cimarosa II », con sede in Roma, costituita con atto in data 11 marzo 1952, per notaio dott. Domenico Sciamanda;

225) Società cooperativa edilizia « C.I.R.C.A.F. », con sede in Roma, costituita con atto in data 14 agosto 1945, per notaio dott. Mario Massolin;

226) Società cooperativa di consumo « Cirenaica », con sede in Roma, costituita con atto in data 28 settembre 1944, per notaio dott. Carmelo Russo;

227) Società cooperativa trasporto « C.I.T.A.C. », con sede in Roma, costituita con atto in data 16 febbraio 1946, per notaio dott. Floriano Rosa;

228) Società cooperativa edilizia « Clara Domus », con sede in Roma, costituita con atto in data 14 aprile 1954, per notaio dott. Mario Pulcini;

229) Società cooperativa edilizia « Commercio estero », con sede in Roma, costituita on atto in data 24 aprile 1948, per notaio dott. Domenico Sciamanda;

230) Società cooperativa edilizia « Commilitoni », con sede in Roma, costituita con atto in data 12 giugno 1954, per notaio dott. Emanuele Dragonetti;

231) Società cooperativa di produzione e lavoro « Commissionaria commerciale », con sede in Roma, costituita con atto in data 24 settembre 1946, per notaio dott. Vincenzo Colapietro;

232) Società cooperativa edilizia « Como », con sede in Roma, costituita con atto in data 26 marzo 1954, per notaio dott. Emanuele Dragonetti;

233) Società cooperativa di consumo « Como », con sede in Roma, costituita con atto in data 22 settembre 1944, per notaio dott. Olinto De Vita;

234) Società cooperativa di trasporto « Compagnia trasporti Urbe », con sede in Roma, costituita con atto in data 30 agosto 1944, per notaio dott. Nicola Varcasia;

235) Società cooperativa edilizia « Comunis sed Clara Domus », con sede in Roma, costituita con atto in data 28 aprile 1952, per notaio dott. Fulgenzio Panzironi;

236) Società cooperativa di consumo « Concordia », con sede in Roma, costituita con atto in data 20 settembre 1944, per notaio dott. Carmelo Schillaci Ventura;

237) Società cooperativa edilizia « Concordia », con sede in Roma, costituita con atto in data 28 aprile 1949, per notaio dott. Emanuele Dragonetti;

238) Società cooperativa edilizia « Concordia », con sede in Roma, costituita con atto in data 20 agosto 1949, per notaio dott. Ignazio Arcuri;

239) Società cooperativa edilizia « Concordia e Speranze », con sede in Roma, costituita con atto in data 31 maggio 1950, per notaio dott. Bruno Pellegrini;

240) Società cooperativa di consumo « Fra i congiunti ed i dipendenti della Associazione nazionale tra famiglie dei caduti in guerra », con sede in Roma, costituita con atto in data 12 novembre 1954, per notaio dott. Fulgenzio Panzironi;

241) Società cooperativa di produzione e lavoro « Costantia », con sede in Roma, costituita con atto in data 16 gennaio 1947, per notaio dott. Antonio Russo Aiello;

242) Società cooperativa edilizia « Co.Re.Dil. » reduci edilizia, con sede in Roma, costituita con atto in data 7 giugno 1946, per notaio dott. Francesco Pocaterra;

243) Società cooperativa edilizia « Corumba », con sede in Roma, costituita con atto in data 20 febbraio 1952, per notaio dott. Fulgenzio Panzironi;

244) Società cooperativa edilizia « Co.Sca. » Case economiche popolari, con sede in Roma, costituita con atto in data 7 febbraio 1952, per notaio dott. Ugo Marrocchi;

245) Società cooperativa edilizia « Cristina », con sede in Roma, costituita con atto in data 31 ottobre 1953, per notaio dott. Vincenzo Di Mauro;

246) Società cooperativa di produzione e lavoro « Cristoforo Colombo », con sede in Roma, costituita con atto in data 5 dicembre 1952, per notaio dott. Vincenzo Pocaterra;

247) Società cooperativa di consumo « Croce azzurra di San Giorgio », con sede in Roma, costituita con atto in data 18 dicembre 1946, per notaio dott. Francesco Cavallaro;

248) Società cooperativa edilizia « Fra dipendenti ente autotrasporti merci iscritti alle A.C.L.I. », con sede in Roma, costituita con atto in data 25 maggio 1948, per notaio dottor Ramiro Volpe;

249) Società cooperativa di consumo « Mediorconsorzio », con sede in Roma, costituita con atto in data 26 agosto 1944, per notaio dott. Paolo Castellini;

250) Società cooperativa edilizia « Cosmelio », con sede in Roma, costituita con atto in data 18 marzo 1953, per notaio dott. Vincenzo Trapanese;

251) Società cooperativa di produzione e lavoro « Costruzioni opere manutenzioni impianti edili affini », con sede in Roma, costituita con atto in data 3 settembre 1947, per notaio dott. Domenico Sciamanda;

252) Società cooperativa di produzione e lavoro « Delle Arti », con sede in Roma, costituita con atto in data 23 agosto 1947, per notaio dott. Riccardo Pongelli;

253) Società cooperativa edilizia « Istituto centrale di statistica », con sede in Roma, costituita con atto in data 20 novembre 1946, per notaio dott. Enrico Mastrogiovanni;

254) Società cooperativa edilizia « La Maggiolina », con sede in Roma, costituita con atto in data 23 maggio 1952, per notaio dott. Achille De Martino;

255) Società cooperativa edilizia « Milvia », con sede in Roma, costituita con atto in data 18 agosto 1944, per notaio dott. Schillaci Ventura;

256) Società cooperativa di produzione e lavoro « Quarta Italia », con sede in Roma, costituita con atto in data 16 agosto 1944, per notaio dott Schillaci Ventura;

257) Società cooperativa edilizia « Ricostruzioni », con sede in Roma, costituita con atto in data 20 gennaio 1947, per notaio dott Gioacchino Colizzi,

258) Società cooperativa edilizia « Scudo Crociato », con sede in Roma, costituita con atto in data 24 luglio 1944, per notaio dott. Bernardino Silvestroni;

259) Società cooperativa trasporto « Unione Patrioti d Italia », con sede in Roma, costituita con atto in data 27 settembre 1944, per notaio dott. Francesco Lucrezia,

260) Società cooperativa edilizia « Guglielmo Marconi », con sede in Mercato San Severino (Salerno), costituita con atto in data 17 febbraio 1955, per notaio dott Leopoldo Mangieri;

261) Società cooperativa edilizia « Case prealpine », con sede in Varese, costituita con atto in data 11 agosto 1948, per notaio dott. Luigi Zanzi;

262) Società cooperativa di produzione e lavoro « Giuditta Lovato », con sede in Chioggia (Venezia), costituita con atto in data 30 settembre 1948, per notaio dott Giuseppe Colombis,

263) Società cooperativa edilizia « Fra dipendenti Istituto Nazionale Infortuni - I N I.-C A S A », con sede in Viterbo, costituita con atto in data 17 maggio 1949, per notaio dottor Nazzareno Dobici;

264) Società cooperativa edilizia « Arcobaleno », con sede in Roma, costituita con atto in data 22 aprile 1954, per notaio dott. Renato Armati,

265) Società cooperativa di produzione e lavoro « O A S I », con sede in Roma, costituita con atto in data 24 aprile 1951, per notaio dott. Olinto De Vita,

(7104)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

1ª Estrazione per l'assegnazione dei premi ai buoni del Tesoro novennali di scadenza 1° aprile 1966

Si notifica che il giorno 15 febbraio 1958, alle ore 10, presso la Direzione generale del debito pubblico, in Roma, via Goito n 1, in una sala aperta al pubblico, avrà luogo la prima estrazione per l'assegnazione di n 1 premio di L 10 000 000, n 4 di L 5 000 000 e n 20 di L 1 000 000 a ciascuna delle dieci serie (dalla 1ª/1966 alla 10ª/1966 dei buoni del Tesoro novennali 5 %, scadenti il 1° aprile 1966, emesse in base alla legge 19 luglio 1956, n 750, e decreto Ministeriale 28 gennaio 1957.

Le operazioni preliminari di contazione e ricognizione delle schede destinate all'estrazione di cui sopra, da effettuarsi a norma del decreto Ministeriale 25 settembre 1931, avranno luogo il giorno 14 dello stesso mese di febbraio alle ore 10, nella sala sopra citata, aperta al pubblico

Roma addì 20 gennaio 1958

Il direttore generale SCIPIONE

(219)

Abilitazione di aziende di credito

Si rende noto che, con decreti Ministeriali in data 11 gennaio 1958, la Banca d America e d'Italia, la Banca Toscana, la Cassa di Risparmio di Cesena, la Cassa di Risparmio della Provincia di Chieti, la Cassa Centrale di Risparmio V E per le Provincie Siciliane la Cassa di Risparmio di Roma e la Cassa di Risparmio di Vercelli sono state abilitate a compiere le operazioni su titoli di debito pubblico, previste dall'art. 10 della legge 12 agosto 1957, n 752

Il direttore generale SCIPIONE

(291)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di certificati d'iscrizione di rendita nominativa

(2ª *pubblicazione*) Elenco n 3

In conformità delle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con regio decreto 17 luglio 1910, n 536 e 75 del regolamento generale approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n 298, e articolo 9 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 20 agosto 1947, n 990, si notifica che ai termini dell'art 73 del citato regolamento è stata denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotto designate rendite, ed è stata fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè previe le formalità prescritte dalla legge, vengano rilasciati nuovi certificati

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
P. R. 5 % (1936)	10353	Caponigro Cosenz Emilia di Vito, minore sotto la patria potestà del padre, dom in Campagna (Salerno)	1.290 —
Rendita 5 % (1935)	191223	Galdi Anna fu Alberto moglie di De Sciosciolo Alfredo, dom a Napoli Vincolato per dote	430 —
Id.	209387	Capri Cecilia fu Giulio moglie di Benedetti Elpidio, dom in Marino (Roma) Vincolato per dote	1.010 —
Id.	120203	Comune di Faenza (Ravenna) con usufrutto alla « Congregazione Canale Naviglio Zanelli di Faenza »	800 —
Cons. 3,50 % (1906)	504369	Chiri Anna di Antonio moglie di Bonansea Giovanni, dom a Paesana (Cuneo)	105 —
Rendita 5 % (1935)	113290 (nuda proprietà)	Tarenzi Aldina fu Aldo, minore sotto la patria potestà della madre Sconfietti Maria fu Antonio vedova Tarenzi, dom a Pandino (Cremona), con usufrutto a quest'ultima	1.010 —

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse che trascorsi sei mesi dalla prima delle prescritte due pubblicazioni del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art 76 del citato regolamento

(5830) Roma, addì 9 ottobre 1957 *Il direttore generale* SCIPIONE

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 15

Corso dei cambi del 20 gennaio 1958 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,80	624,80	624,80	624,86	624,83	624,82	624,84	624,90	624,85	624,80
$ Can	635,45	634,25	634,50	634,125	635,15	634,87	634,125	634,75	635 —	634,25
Fr Sv lib	145,78	145,78	145,78	145,805	145,75	145,78	145,79	145,80	145,79	145,80
Kr D.	90,49	90,48	90,50	90,488	90,55	90,50	90,49	90,50	90,50	90,50
Kr N.	87,52	87,51	87,53	87,50	87,50	87,51	87,52	87,50	87,52	87,50
Kr Sv	120,79	120,80	120,18	120,805	120,75	120,81	120,80	120,80	120,81	120,80
Fol	165,45	165,44	165,48	165,43	165,40	165,49	165,45	165,50	165,50	165,41
Fr. B.	12,53	12,545	12,5525	12,54875	12,54	12,55	12,5575	12,50	12,55	12,545
Fr Fr	148,91	148,84	148,88	148,85	148,75	148,87	148,90	148,90	148,88	148,85
Fr Sv acc	142,93	142,90	142,90	142,90	142,87	142,89	142,90	143 —	142,90	142,90
Lst	1751,40	1751,125	1750,50	1751 —	1750,75	1751,50	1751,25	1751,50	1751,37	1750,25
Dm occ	148,69	148,73	148,69	148,73	148,65	148,70	148,74	148,75	148,72	148,70
Scell Aust	24,02	24,02	24,03	24,02375	24 —	24,02	24,02	24,03	24,02	24,02

Media dei titoli del 20 gennaio 1958

Titolo	Valore
Rendita 3,50 % 1906	60,775
Id. 3,50 % 1902	60,50
Id 5 % 1935 .	97,85
Redimibile 3,50 % 1934 .	81,70
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	73,85
Id. 5 % (Ricostruzione)	90,125
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	82,25
Id. 5 % 1936 .	96,025
Id. 5 % (Città di Trieste)	82,70
Id. 5 % (Beni Esteri)	81,325

Titolo	Valore
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959) .	98,35
Id. 5 % (» 1° aprile 1960) .	97,025
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	95,65
Id 5 % (» 1° gennaio 1962) .	94,45
Id 5 % (» 1° gennaio 1963) .	94,40
Id 5 % (» 1° aprile 1964) . .	93,75
Id 5 % (» 1° aprile 1965) .	93,65
Id 5 % (» 1° aprile 1966)	93,70

Il Contabile del Portafoglio dello Stato ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 20 gennaio 1958

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA . .	624,85
1 Dollaro canadese	634,125
1 Franco svizzero lib	145,797
1 Corona danese .	90,487
1 Corona norvegese .	87,51
1 Corona svedese . . .	120,802
1 Fiorino olandese . .	165,44
1 Franco belga . .	12,553
100 Franchi francesi . .	148,875
1 Franco svizzero acc	142,90
1 Lira sterlina .	1751,125
1 Marco germanico	148,735
1 Scellino austriaco .	24,022

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.